

ENSEMBLE

Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°251 - Jeudi 3 juillet 2014

RÉGIONS, DÉPARTEMENTS, INTERCOMMUNALITÉS

La réforme territoriale en débat



HOMMAGE

Au revoir Charles, et merci !

Mercredi 11 juin, Charles nous a quittés !

Il m'a été jusqu'à présent difficile de mettre des mots sur son départ, certes envisagé puisque Charles luttait depuis près de 2 ans contre un cancer, mais sa force mentale, sa constitution physique, sa ténacité et sa combativité légendaire, tout cela réuni laissait toujours l'espoir d'une autre issue ! Ce combat, il a su le mener de façon pudique et transparente, n'abandonnant surtout pas ses engagements et ses responsabilités électives. Le journal de la Fédération m'offre cette opportunité, qu'il en soit remercié !

Je ne vous parlerai pas ici de l'ami, de l'homme intime ; c'est une belle personne qui ne saurait être résumée !

Je veux vous parler du militant. Militant pour la paix il s'est affranchi du conservatisme familial pour manifester contre la guerre en Algérie. A l'obtention de son diplôme d'ingénieur agronome, il partira en coopération en Algérie. Ce militantisme, on le retrouve dans son engagement pour la paix au Proche-Orient, début des années 90, dans le soutien à la création d'un État palestinien.

Militant socialiste, il mettra son intelligence et son sens de l'organisation au service du Parti socialiste en 1974, année de son adhésion, en organisant en Vendée la campagne de François Mitterrand, pour lequel il gardera toute sa vie fidélité et admiration.

Sa carrière professionnelle l'amène dans l'agglomération nantaise, à Saint-Herblain. Socialiste, il frappe à la porte de la section et est accueilli par Jean-Marc Ayrault. Je ne vous referai pas l'histoire de la conquête de la ville et de l'agglomération nantaise en 1977, ce que je retiens, c'est l'esprit de l'époque, un socialisme rénové, en phase avec les mutations et des jeunes gens qui voulaient être utiles.

Ce mot « utile », cette expression « pour les autres », cette phrase « faire vivre ensemble des gens qui n'ont pas vocation à le faire », résonnent encore tant j'ai dû les entendre dans sa bouche !

Utile, Charles l'a été dans ses fonctions, il fut notamment notre 1^{er} fédéral de 1982 à 1990, et ses mandats : Adjoint au maire de Saint-Herblain (1977 à 1989), conseiller général (1982 à 2001), 1^{er} vice-président de la Région (1986 à 1992), sénateur (2001 à 2011) et maire de Saint-Herblain (1989 à 2014). Sa seule défaite électorale, aux législatives de 1988 sur la 5^e circonscription aura entraîné dans son sillage la victoire de 1989 de La Chapelle-sur-Erdre.

Sénateur, il le fut essentiellement dans l'opposition (2002-2011). Sa blessure a été de ne pas pouvoir accompagner la victoire de la gauche et y apporter son expérience. Notamment sur les questions de sécurité, sujet souvent

délaissé par la gauche et sur lequel il était devenu expert. Je garde de ces années le souvenir de passe d'armes entre Charles et les Ministres de l'Intérieur successifs, notamment Sarkozy. Ce dernier en sortait généralement plus énervé ! Je me souviens aussi des discussions entre Robert Badinter, plus théorique et universitaire et Charles, plus apte à comprendre et transmettre ce qu'était le vécu de nos concitoyens.

La question de l'insécurité, notamment sociale, a toujours été pour lui constitutive du vivre-ensemble. Il ne supportait pas l'idée que ce soit les plus modestes qui en subissent le plus fort les conséquences.

Souvent qualifié de maire bâtisseur, cet adjectif s'entend d'abord par une vision créatrice de lien et de services. Ainsi, sa première « construction » fut de réunir les quartiers d'une ville éclatée par un corridor vert protégé de toute urbanisation sur lequel viendront se greffer des équipements communaux. Le 1^{er} de ces équipements, celui dont il était le plus fier, fut la Médiathèque. Les apprentissages culturels et artistiques, ouverts au plus grand nombre, le soutien éducatif sont un marqueur fort à Saint-Herblain favorisant l'émancipation et l'égalité.

Charles a aussi été l'un des pères de la Métropole nantaise, favorisant son attractivité économique qui génère aujourd'hui tant d'emplois.

Je ne saurais passer sous silence, parce que cela doit tous nous bousculer, le fait que Charles était un socialiste entier, mais aussi un socialiste libre. De nos valeurs communes, il a construit son action locale. Fort des valeurs socialistes, il a su apporter une parole forte, parfois différente, mais ô combien utile à la gauche si on sait écouter.

Ces derniers temps, Charles était un socialiste en colère. En colère contre des discours favorisant la méthode au détriment d'une parole claire, porteuse de valeurs, sur l'état de la France et les actions qui s'imposent sans tarder, sans contourner, sans éviter parfois la confrontation inhérente aux responsabilités politiques.

Charles, en maire volontairement sortant, était venu le 6 avril passer le témoin lors de l'installation du nouveau conseil et de l'élection du nouveau maire Bertrand Affilé. C'était sa dernière séance et il était venu nous dire simplement « au revoir et merci ». Son message portait aussi sur le sens de l'action publique, sur les promesses faites et qu'il faut tenir, sur la capacité que doivent avoir les élus à anticiper et innover « Ne soyez pas timorés, foncez ».

Aujourd'hui, je veux juste dire :
Au revoir Charles, et merci !

Jocelyn BUREAU

POUVOIRS LOCAUX

La réforme territoriale en questions

C'est la plus importante réforme des collectivités territoriales jamais engagée depuis 1982 et les grandes lois Defferre. La réforme territoriale est justifiée par le président de la République par des nécessités de lisibilité et d'efficacité de l'action publique. Au sein du Parti socialiste, des voix s'élèvent.

«Réformer les territoires pour réformer la France» : c'est l'ambition affichée par François Hollande. Cette orientation se traduit par trois objectifs principaux : simplifier et clarifier le rôle des collectivités locales «pour que chacun sache qui décide, qui finance et à partir de quelles ressources» ; faire des territoires les moteurs du redressement économique du pays ; renforcer les solidarités territoriales et humaines. Pour le président de la République, cette réforme est «tournée vers les citoyens car il s'agit de simplifier notre vie publique, de rendre plus efficaces nos collectivités et de limiter le recours à l'impôt».

Le premier projet de loi qui en découle, «relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral» introduit des changements majeurs :

- **14 régions métropolitaines vont se substituer, au 1^{er} janvier 2016, aux 22 régions existantes**, dans le but de les doter «d'une taille adaptée aux enjeux économiques et de mobilité, qui leur permettra d'exercer à la bonne échelle leurs compétences stratégiques, de rivaliser avec les collectivités comparables en Europe et de réaliser des gains d'efficacité». Ce changement se fera par l'addition de régions actuelles, sans modification des départements qui les composent, la carte proposée étant soumise au débat parlementaire.
- **Le scrutin régional sera organisé en décembre 2015** afin de permettre aux électeurs et aux candidats de prendre connaissance de la nouvelle carte. **L'élection des conseillers départementaux sera également organisée à cette date**, avec le mode de scrutin voté par la loi du 17 mai 2013 («ticket paritaire»).

Le second projet de loi «portant nouvelle organisation territoriale de la République» modifie les compétences des collectivités locales :

- **De nouveaux blocs de compétences sont confiés aux régions**, au service du développement économique, de l'attractivité et du développement équilibré des territoires. Les régions seront la collectivité compétente pour soutenir les entreprises, porter les politiques de formation et d'emploi et pour intervenir en matière de transports. Certaines compétences nouvelles leur seront transférées par les départements : collèges, transports interurbains et scolaires, routes.



La carte régionale soumise au débat parlementaire

- **Les intercommunalités sont renforcées par un changement d'échelle** : chacune d'entre elles devra disposer d'une taille critique (20 000 habitants au 1^{er} janvier 2017 contre 5 000 aujourd'hui). Elles devront ainsi être «en mesure de mieux mutualiser leurs actions, d'assurer de nouvelles compétences de proximité et d'offrir aux citoyens des services publics de qualité».
- **Les conseils départementaux devraient «à terme disparaître»**, après une révision de la Constitution. Dans l'immédiat, les grandes régions et certaines métropoles pourront reprendre une large part de leurs attributions. «Du temps et de la souplesse seront indispensables pour assurer cette transition, et une large initiative sera laissée aux élus» assure François Hollande. Et jusqu'en 2020, les départements verront leur action recentrée sur leurs compétences essentielles (compétences sociales, soutien aux communes notamment dans les zones rurales, services d'incendie et de secours).

Dans ce contexte, qu'en sera-t-il de l'État ? Si cette réforme se veut «l'affirmation dans les territoires d'un État déconcentré, légitime et cohérent», l'État doit, selon le président de la République «renoncer à exercer les compétences reconnues aux collectivités».

L'opinion de...

JOHANNA ROLLAND,
MAIRE DE NANTES,
PRÉSIDENTE DE NANTES MÉTROPOLE



« Avec la réforme territoriale, c'est une part de l'avenir de nos territoires, celui de nos enfants qui se dessine. Avec Nathalie Appéré, maire de Rennes, François Cuillandre, maire de Brest et David Samzun, maire de Saint-Nazaire, je me suis prononcée pour la fusion de nos deux régions Bretagne et Pays de Loire. Parce que nous pensons que c'est la voie de l'avenir, notamment pour le développement économique et l'emploi, la voie de l'efficacité au service des habitants. Le projet d'université « Loire Bretagne » est une des preuves par l'exemple de ce nécessaire mouvement que nos métropoles comptent conforter et amplifier autour d'actions communes. C'est notre conviction mais aussi celle de nombreux acteurs socio-économiques des deux régions qui font entendre leur voix en ce sens. Les socialistes, artisans des grandes réformes de la décentralisation, et en premier lieu nos parlementaires auront à l'esprit, j'en suis certaine, ces enjeux lors du débat qui va s'ouvrir. Cette réforme va engager l'avenir de la France, de nos territoires, de leurs habitants pour des dizaines d'années ».

PHILIPPE GROSVLET,
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
DE LOIRE-ATLANTIQUE



« Nos institutions politiques et administratives sont à bout de souffle. Il faut changer et j'y suis prêt mais le projet du gouvernement passe à côté des vrais enjeux. Il va à l'encontre du message que les électeurs nous ont adressé par deux fois. Il éloigne les citoyens de leurs élus et fait grossir des technocraties. Pour que cette réforme ne soit pas un énième coup d'épée dans

l'eau, il fallait commencer par le commencement : le rôle de l'État dans les territoires.

Vouloir une décentralisation ambitieuse, ce n'est pas souhaiter son recul. C'est clarifier les missions de toutes nos institutions pour que chacun puisse comprendre « qui fait quoi et avec quelles ressources ». Alors que nos concitoyens attendent que nous soyons entièrement tournés vers la sortie de crise, nous allons perdre 5 ans à stabiliser un système dont personne ne peut nous garantir l'efficacité et qui ne sera pas source d'économies.

Je suis prêt à participer à de grandes réformes structurelles qui préparent durablement l'avenir mais si la réforme n'évolue pas, personne ne pourra garantir l'égalité des territoires. En éloignant le citoyen des centres de décisions, nous transformons les fractures en fossés, nous ouvrons un boulevard à l'extrême-droite ».



JACQUES AUXIETTE,
PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE

« Depuis l'annonce de la réforme territoriale par le président de la République, j'ai souhaité associer un maximum d'acteurs des Pays de la Loire [économiques, culturels, politiques, de la solidarité...] au débat qui a émergé. Ces réflexions ont abouti dans un premier temps à une rencontre rassemblant plus de 300 personnes le 13 mai dernier à l'Hôtel de Région. S'en sont suivies des rencontres à Paris avec plusieurs ministres, le 1^{er} ministre et le président de la République.

Après de multiples rebondissements, la carte présentée par le gouvernement prévoit que les Pays de la Loire ne seront pas démantelés. Cette solution est raisonnable. Je regrette cependant qu'une fusion Bretagne/Pays de la Loire n'ait pas été retenue. Je le réaffirme, la fusion, et pas seulement les coopérations renforcées, avec la Bretagne correspond à une réalité vécue par les habitants de nos régions. Cet ensemble aurait aussi sa cohérence élargi à Poitou-Charentes. Le débat continue au Parlement ».

**DAVID SAMZUN,
MAIRE DE SAINT-NAZAIRE
ET PRÉSIDENT DE LA CARÈNE**



«Faute de préparation et de perspective politique claire, le projet de réforme territoriale a été mal engagé. Espérons que le débat parlementaire la remettra sur de bons rails et la préservera de deux écueils.

Le premier, ce sont les débats de clochers qui cherchent à faire correspondre identités et découpages administratifs. À ce petit jeu, jamais nous n'aurions réussi à faire émerger les intercommunalités qui constituent un maillon important du

service rendu aux habitants. Un découpage administratif est par nature toujours imparfait. C'est un héritage de l'histoire, avec ses forces et ces vicissitudes.

Le second, c'est un manque d'ambition politique et du coup de lisibilité par nos concitoyens. À force de renoncement et de non-décision, cette réforme pourrait finir par n'être qu'un simple coup médiatique et politique. Nos territoires méritent mieux que cela.

C'est tout le sens des positions convergentes prises par le président de la Région Pays de la Loire, le président du Conseil général de Loire-Atlantique, les présidentes et présidents des métropoles de l'Ouest de la France, pour proposer la mise en place d'une grande région associant Bretagne et Pays de la Loire. Ces deux régions ont su, de longue date, trouver des méthodes pour agir concrètement au service de la formation, du développement économique, de la création d'emplois. J'ose croire que l'État saura accompagner cette réforme majeure pour l'avenir de nos territoires et de notre pays».

**FABRICE ROUSSEL,
PREMIER SECRÉTAIRE FÉDÉRAL**



«François Hollande et le gouvernement ont présenté le 18 juin dernier le projet de loi sur la réforme territoriale. Parmi les différentes propositions d'organisation, une nouvelle carte des régions ramène leur nombre de 22 à 14.

Les socialistes de Loire-Atlantique approuvent le maintien de l'unité des Pays de la Loire.

Mais ils rappellent leur volonté d'aboutir à une fusion entre les régions Bretagne et Pays de la Loire, qui paraît la plus intéressante au regard des coopérations déjà fortes entre les différents acteurs de nos deux régions et qui doivent encore s'approfondir. Une fusion, dans laquelle l'identité bretonne trouverait toute sa place, agirait comme un accélérateur de ce mouvement.

Au-delà de la question des périmètres des régions, cette réforme territoriale doit être un acte de décentralisation qui renforce la démocratie locale, la solidarité entre les territoires et la qualité de l'action publique.

Le PS 44 compte sur le débat parlementaire qui va s'ouvrir pour faire entendre la voix des élus locaux, des citoyens qui ont leur mot à dire et qui doivent s'entendre pour faire de cette réforme, nécessaire, un plus pour nos concitoyens. Et un véritable mouvement de décentralisation donnant des moyens et de l'autonomie à nos territoires».

HERVÉ BRAIRE, SOPHIE DE SAINT AMOUR, ÉMILIE MOTTIER, VINCENT GRENIER, ÉRIC THOUZEAU

Réforme territoriale: encore un rendez-vous manqué ! Et si on prenait le temps de débattre ?

La proposition 54 du candidat Hollande indiquait: «J'engagerai une nouvelle étape de la décentralisation en associant les élus locaux [...]. Un pacte de confiance et de solidarité sera conclu entre l'État et les collectivités locales garantissant le niveau des dotations à leur niveau actuel. » On en est bien loin avec la réforme territoriale annoncée: pas de nouveau transfert de compétences, aucune concertation, et le plan d'austérité de Manuel Valls prévoit, entre autres, 11 milliards de baisse des dotations de l'État !

L'exécutif nous impose la fusion des Régions (pourtant de taille comparable aux régions européennes) et la disparition des départements. Le débat sur la carte, même avec l'objectif compréhensible de la fusion Pays de la Loire-Bretagne, ne doit pas occulter les autres questions, notamment celle, primordiale, de la proximité des élus par rapport aux citoyens. Or, cette réforme propose l'inverse ! Des régions et des intercommunalités élargies risquent de devenir encore plus éloignées de nos concitoyens, particulièrement dans les territoires ruraux.

Si l'organisation de l'action publique ne doit pas être figée, un passage en force et à la hâte de l'exécutif risque de susciter rejets et blocages, sans parler des inquiétudes légitimes des fonctionnaires territoriaux. Pour quel résultat ?

TOURNÉE DES TERRITOIRES

Se rencontrer, échanger et proposer

La Fédération organise depuis le début de juin une tournée sur les circonscriptions du département. Dans cette période difficile, le 1^{er} secrétaire et le bureau fédéral ont jugé utile d'aller à la rencontre des militant-e-s.



Les réunions ont laissé une large place au débat et se sont articulées en deux temps :

- 1 • Qu'est-ce qu'être socialiste aujourd'hui ? Écouter les attentes sur la démocratie au sein du parti et pointer les thèmes fondamentaux qu'il nous faut revisiter.
- 2 • Réfléchir sur notre organisation territoriale avec le découpage de nos sections et préparer les échéances électorales.

Cette initiative fédérale anticipe les états généraux du PS annoncés pour décembre prochain par le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis. Le processus démarrera à l'Université d'été de La Rochelle autour de 4 thématiques : la fracture territoriale, la politique économique et sociale, la transition écologique et l'exception culturelle. Il s'agit d'y construire «une

nouvelle identité politique pour préparer le congrès de 2015 et renouer avec les militants».

Lors de son premier conseil national, il a annoncé une refondation du PS : «*La force propulsive du congrès d'Épinay en 1971 se trouve aujourd'hui arrivée à son terme et il est nécessaire que s'ouvre un nouveau cycle. C'est la gauche année zéro qui débute avec ces états généraux*».

Après les défaites aux municipales et européennes, le 1^{er} secrétaire fédéral Fabrice Roussel a donc souhaité, dans la logique des futurs états généraux, rencontrer

et écouter les militant-e-s. «*Il y a un doute sur la politique gouvernementale chez de nombreux Français, dont des militants socialistes. Il faut en par-*

ler, dire les choses et s'écouter. Même chose sur le fonctionnement du PS : y en a-t-il un autre possible ? C'est dans cet état d'esprit que j'ai parcouru le département et cela s'est bien passé. Il s'agit aussi d'engager la reconquête qui commence dès maintenant : la Fédération propose son aide aux sections demandeuses».

Au cours de ces rencontres avec les militant-e-s, quatre thèmes majeurs sont ressortis des débats : le PS, l'action gouvernementale, François Hollande et militer à gauche. Fabrice Roussel s'est engagé à envoyer le compte-rendu

de ces rencontres aux sections et au PS national et a promis de nouvelles réunions locales au début 2015. Point d'étape après les premières réunions.

« Il est nécessaire que s'ouvre un nouveau cycle »

Expressions

1 • Le PS

Le Parti socialiste doit porter dans son action les valeurs de solidarité, d'égalité et de justice sociale et fiscale. Il doit avoir le souci permanent des plus modestes. Le débat sur les thématiques proposées par Jean-Christophe Cambadélis (fracture territoriale, l'entreprise, la transition écologique et l'exception culturelle) doit s'inscrire dans le respect de ces valeurs. Les militants souhaitent aussi que soient débattus les sujets suivants : lutte contre l'abstention, lutte contre le FN, éducation, santé, politique fiscale... Le souhait a été exprimé de se servir des politiques mises en place par le Département et la Région pour alimenter la réflexion nationale.

Les militants souhaitent également être sollicités plus régulièrement pour débattre des projets ou textes de lois. En effet, les débats locaux doivent être une force de propositions qu'il faut remonter au niveau national pour en avoir ensuite un retour. La fédération doit assurer cet échange. Les réunions de circonscription sont également attendues et nécessaires ; elles doivent être plus fréquentes. La préparation des élections départementales et régionales de 2015 doit commencer le plus rapidement possible.

Les militants, majoritairement, auraient souhaité pouvoir se prononcer sur la désignation du nouveau premier secrétaire national Jean-Christophe Cambadélis. Concernant le vote des militants, notamment sur le non-cumul des mandats, il est indispensable, pour l'utilité et la crédibilité de l'action des militants, qu'il soit mieux pris en compte lorsque le Parti ou les parlementaires socialistes doivent prendre des décisions.

Enfin, certains souhaits de regroupement de sections ont été exprimés.

2 • L'action gouvernementale

Les différentes interventions ont soulevé les points suivants :

- Les militants souhaitent plus de cohérence et de cohésion dans l'action gouvernementale. Les volte-face et avis divergents nuisent à l'action gouvernementale.
- La situation difficile dans laquelle le président de la République et le gouvernement ont trouvé le pays aurait dû être décrite de façon plus forte envers les Français.
- Il y a la conscience que beaucoup d'engagements de François Hollande sont mis en œuvre mais cela ne change pas suffisamment aujourd'hui le quotidien des Français. Il faut mieux expliquer que les efforts demandés aux Français s'inscrivent dans un souci de justice.
- Des militants pensent que c'est la politique de la demande qui doit être privilégiée et non celle de l'offre. Un équilibre doit être trouvé entre les engagements qui doivent améliorer la situation sociale et économique et ceux qui sont des avancées sociétales.
- Sur la réforme territoriale, les militants souhaitent débattre, au-delà du redécoupage territorial, des compétences, de la démocratie locale, des services publics de proximité, de la solidarité entre les territoires et des finances locales.
- Enfin, ils comptent sur les parlementaires pour alimenter le débat dans les sections.



Charles Gautier, debout et digne



Après un long et digne combat contre la maladie, Charles Gautier s'en est allé le 11 juin.

Il faut d'abord saluer son action de premier secrétaire fédéral du Parti socialiste, entre 1982 et 1989. Il contribua à l'enracinement pérenne des valeurs socialistes de redistribution et d'émancipation. Son engagement quotidien au service de la Cité et de ses habitants fut de chaque instant. «*Seul l'intérêt général et le développement harmonieux de nos sociétés comptaient pour lui, et je n'oublie pas aussi son implication réelle dans la transmission des savoirs, en tant qu'inspecteur général de l'enseignement agricole*» témoigne

Fabrice Roussel, premier secrétaire fédéral, qui poursuit : «*Tout au long de sa vie, Charles Gautier a défendu un modèle où priment justice sociale et solidarité. Sa conception d'une ville belle et ouverte à l'autre, espace de partage et d'entraide, adaptée à la vie et aux attentes de toutes et tous, quel que soit son âge, son origine sociale, son lieu de naissance, restera comme un modèle. Ce lien si singulier qui le liait à des quartiers populaires, il sut le traduire dans des projets de requalification urbaine ambitieux, où chaque habitant avait sa place, chaque acteur son rôle*».

Charles Gautier donna du temps et de l'intelligence au développement solidaire et durable de la métropole. Son action en faveur de l'attractivité du territoire comme de son essor économique, universitaire et technologique fut important.

«*Homme de cœur et de raison, résolu et chaleureux, Charles Gautier fut aussi un législateur responsable et vigilant, ayant à cœur cette idée si importante pour nous, femmes et hommes de gauche : bien vivre ensemble*» rappelle Fabrice Roussel. «*Charles fut un grand élu qui marquera l'histoire de Saint-Herblain, de l'agglomération nantaise comme de la fédération socialiste. Pétri de culture et d'humanité, il permit à l'Homme de rester debout et digne. C'est ce souvenir que je veux garder de lui*», conclut-il.

La fédération socialiste de Loire Atlantique présente à ses enfants, à leur mère et à sa compagne, ses plus sincères condoléances.

AGENDA

CONSEIL FÉDÉRAL

Lundi 7 juillet 20 h en présence de Karine Berger, députée des Hautes-Alpes et secrétaire nationale à l'économie. Réunion ouverte à tous.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

29, 30 et 31 août à La Rochelle

Inscriptions sur www.parti-socialiste.fr. Merci d'informer la Fédération de ta présence afin d'organiser le déjeuner du samedi midi.

FÊTE DE LA ROSE

Dimanche 14 septembre à partir de 9 h 30

À Préfailles [Soleil de Jade]. Ateliers en matinée, pique-nique ou restauration sur place, prises de parole l'après-midi. Le programme de la journée sera envoyé début septembre aux militant-e-s.

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 04/07/14



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique

1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES

Tél. 02 40 20 63 00

Fax 02 40 08 27 24

E-mail : fede44@parti-socialiste.fr

Facebook : www.facebook.com/Parti.socialiste.44

Directeur de Publication : Fabrice Roussel

Responsable de la rédaction : Xavier Perrin

Rédacteur en chef : Jérôme Alemany

Rédaction des articles : Jérôme Alemany,

François Caillaud, Philippe Rouxel

Crédit photos : Émilie Daniel, Ville de Nantes,

Département de Loire-Atlantique, Région des Pays

de la Loire, François Caillaud, Ville de Saint-Herblain

Mise en page : www.scopic.fr

Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par La Contemporaine

N° CPPAP : 0914 P10751

N° ISSN : 1296 - 2201

Prix : 1,50 euro - **Tirage** : 3 300 exemplaires

Annexé au n°251 d'Ensemble :

La Loire-Atlantique à gauche

www.ps44.fr